

Agriculture Nature Société
**« Questionner les fonctions de l'agriculture,
c'est s'interroger sur le devenir d'une société »**

Conférence à l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Purpan, par Jean-Claude Flamant, Mission d'Animation des Agrobiosciences, à l'occasion de la cérémonie de remise des diplômes aux élèves de la 85^{ème} promotion, le 23 juin 2006,

L'agriculture, un sujet de controverses dans la société... Le rapport à la nature, une cause de divergence quant à la place de l'agriculture dans la société. Et si la nature offrait matière à rencontre ? Et si les agriculteurs pouvaient ainsi retrouver une place plus confortable dans la société ? C'est ce que je voudrais illustrer ici.

Mais que recouvre cette notion de « société » ? Pour simplifier, je propose d'en identifier trois composantes : les consommateurs qui s'expriment par leurs actes d'achats, les citoyens qui manifestent leurs aspirations, les pouvoirs publics qui réglementent et régulent.

Au cours de cet exposé, je montrerai en quoi les perceptions de la société expriment une critique de la modernité que les agriculteurs ont largement réussi à mettre en œuvre. J'illustrerai aussi que la recherche scientifique peut exercer son sens critique vis-à-vis des représentations que se fait la société de ses rapports à la nature mais ne peut en nier la force et la réalité. Enfin, j'esquisserai ce que pourrait être la fonction de médiation de l'agriculture entre nature et société. Ces questions font débat : c'est la raison d'être de l'investissement de la Mission d'Animation des Agrobiosciences.

Une agriculture technicienne : la critique d'une réussite

L'agriculture est diverse dans ses formes, plurielle dans ses finalités, mais avec un point commun à tous les agriculteurs : ce sont des gens « modernes ». Modernes quant à leurs pratiques professionnelles et à leur technicité, modernes quant au fait qu'ils savent obtenir un revenu de leur travail, modernes quant à leur inventivité, modernes quant à leurs besoins de confort, de santé, d'information. Au cours des dernières décennies, l'agriculture est devenue une activité professionnelle comme les autres et le mode de vie des agriculteurs n'a plus grande différence avec celui des citoyens. C'est là une réussite majeure de ce secteur d'activité.

Ce mouvement de modernité a trouvé des fondements favorables dans la société de l'après-guerre par la conjugaison de la volonté des citoyens et des actes d'achat des consommateurs. On peut dire qu'il y a eu contrat de fait matérialisé par la loi : d'un côté l'approvisionnement alimentaire, de l'autre des garanties de prix des produits. Le tout étant accompagné de mécanismes de maîtrise des marchés dans le cadre d'un système de co-gestion entre les pouvoirs publics et les organisations agricoles. Or nous vivons une mise en cause de ce contrat, et ceci pour deux raisons principales, l'une au niveau des décideurs politiques, l'autre au niveau des comportements individuels. D'une part, il y a la difficulté croissante pour les pouvoirs publics à contrôler des mécanismes financiers et réglementaires d'accompagnement : ceci a abouti à un bouleversement de la logique de la PAC avec d'abord l'introduction de quotas pour certains produits (le lait principalement) et l'instauration de la jachère, puis le passage d'un système de prix garanti à un système de primes à l'hectare cultivé... pour parvenir aujourd'hui (2^{ème} réforme de la PAC) à un système dit de « paiement unique par exploitation ».

Deuxième facteur de déstabilisation du monde agricole : la dissociation entre les aspirations ce à quoi aspirent les citoyens et ce qu'ils achètent la réalité de leurs actes d'achat en tant que

consommateurs. Les pollutions liées à l'usage d'intrants chimiques et la sécurité sanitaire des aliments sont à l'origine de crises majeures par leurs conséquences sur l'économie agricole et sur la confiance que la société accorde à l'agriculture, par exemple la crise de l'ESB. Un collègue britannique me commentait récemment les déclarations du Premier Ministre Tony Blair : « *L'agriculture c'est 4% de la population et 80% des problèmes ! Alors, pourquoi consacrer tant d'argent public au soutien d'un tel secteur d'activités ?* »

En fait, la fonction « nourricière » de l'agriculture devient de moins en moins sensible aux consommateurs : quoiqu'ils disent de leur désir de « produits du terroir », ils consomment une part croissante de produits venus de loin ! D'où le désarroi du monde agricole et aussi les tentatives pour faire en sorte que les attentes a des citoyens et les actes d'achat des consommateurs convergent de nouveau. D'un côté, on déplore l'absence de projet d'ensemble pour l'agriculture tel que celui qui a mobilisé ce secteur avec toute la société dans les années 60. De l'autre, il y a une difficulté réelle à en avoir un. Ne serait-ce qu'en raison de la pluralité des options prises par les producteurs : soit approvisionner des filières longues au sein de grands groupes coopératifs, qui ont eux-mêmes de la difficulté à être d'une taille économique suffisante pour être compétitifs sur les marchés du monde, ou bien privilégier des circuits courts et tenter de renouer directement avec le citoyen consommateur, ou encore s'investir dans la voie de l'agriculture biologique, pour ne citer que ces pistes¹.

Et la nature dans tout ça ? Il convient sur ce point de mettre en relief le paradoxe suivant : les crises alimentaires récentes – ESB, fièvre aphteuse, grippe aviaire, etc. - tendent à conforter l'opinion dans l'idée que leurs raisons profondes tiennent dans le fait que l'agriculture s'est éloignée de la nature, alors que ce que l'on appelle le progrès, et qui a été voulu par les générations précédentes, a été porté par une meilleure maîtrise technique des processus de production. Il y a là, en creux, une critique de la modernité à laquelle n'échappe pas l'agriculture. L'action de l'homme tendrait à créer de « l'artificiel », à travers des objets qui n'existent pas dans la nature : l'agriculture intensive, les élevages hors-sol, les OGM.... Pourtant, il faut avoir conscience que, quel que soit le degré de technicité, nous fonctionnons toujours dans le cadre de phénomènes naturels, ceux qui régissent les fonctionnements biologiques notamment. La sélection végétale s'est développée au cours du 19^{ème} siècle sans connaître les lois de l'hérédité, encore moins le fonctionnement intime des cellules. Cela dit, pour certains, le cas des OGM est symbolique du fait que l'agriculture a instauré une fracture plus grande encore avec la nature en s'en remettant à l'industrie des biotechnologies personnifiée par exemple par Monsanto. De plus, la transgénèse réalise un travail direct sur l'intracellulaire, un nouveau territoire de colonisation par l'homme et, en ce sens, elle peut être perçue comme une transgression, faisant pénétrer l'humanité au sein des territoires jusqu'alors inviolés de l'intracellulaire. Il y a la crainte, explicite ou non, que la nature se venge d'avoir été contrainte, qu'elle « reprenne ses droits ». Et en effet, on peut et doit se poser la question : notre souci de rationalité est-il sans risque ? Peut-on vouloir contrôler la nature en toute impunité, sans qu'une force de rappel nous ramène à de dures réalités ? N'est-on pas en train d'ouvrir une boîte de Pandore ? D'où le rôle des lanceurs d'alerte. D'où l'introduction du principe de précaution dans nos comportements publics et privés.

¹ Voir : 10^{ème} Université d'Eté de l'Innovation Rurale, Marciac, 2004 : « Dans le champ des agricultures du monde quel destin pour les agricultures d'ici ? »

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1358&var_recherche=Marciac

Une analyse critique des représentations que se fait la société

Je vous propose de vous intéresser à ce que la société, désormais majoritairement urbaine, appelle « nature ». Je mentionnerai d'abord l'engouement pour les produits « naturels » au niveau de la vie quotidienne : il peut y avoir là des marchés en développement. Mais j'accorderai de l'importance aux représentations que se fait la société de la nature, aux images et aux imaginaires² qu'elle développe. Ces représentations se focalisent sur des sujets emblématiques, des « icônes » où les animaux sont très présents. Ainsi, les vaches devraient-elles toujours être à l'herbe et les poules avoir la liberté de courir. Sans oublier l'importance prise par les animaux de compagnie, qui participent de ce besoin de nature... Ces représentations ne se traduisent pas forcément en parts de marché. Ce que la société nomme « nature » a d'abord une valeur culturelle ! Et en ce sens, cela mérite d'y prêter attention.

Face à cet état de fait, je considère important de poser deux options. Premièrement, il convient d'exercer le sens critique de la science sur les perceptions de la société et leurs traductions en règlements par les pouvoirs publics. Deuxièmement, les agriculteurs pourraient transformer en atouts ce qu'ils perçoivent aujourd'hui comme des contraintes et des incompréhensions.

Tout d'abord mobiliser le sens critique de la science sur ce que la société considère comme des « icônes »... Je prendrai le cas du bien-être animal. Les animaux devraient vivre en plein-air, avons-nous tendance à réclamer... Nous devrions les mettre en condition d'être « heureux ». Mais qu'appelle-t-on des « animaux heureux » ? (pour reprendre le titre d'un rapport du Ministère Suédois de l'Agriculture, un pays à la pointe des règlements en matière de bien-être animal). Les scientifiques mettent en cause ce qui relève d'une approche anthropomorphique du bien-être animal : ce qui est perçu comme confortable par l'homme ne l'est pas forcément pour les animaux. Et de plus, pour approcher ce qui est bon pour un animal, il faut prendre en considération l'espèce à laquelle il appartient avec ses particularités éthologiques et neurophysiologiques. La ligne de conduite des scientifiques consiste à se rapprocher des comportements naturels propres à chaque espèce : par exemple, selon ce principe les ruminants doivent rester des ruminants et non être transformés en monogastriques... ce qui n'est pas exactement le cas des vaches laitières à très haut niveau de productivité qui demandent des rations alimentaires riches en protéines, avec une moindre proportion d'aliments grossiers et pour conséquences un poindre taux d'acides gras oméga 3 et oméga 6 dans le lait produit.

De telles questions ne sont pas sans soulever le débat, notamment à propos de l'élevage des porcs et des volailles en claustration ou en bandes. En bandes, cela signifie que l'on va permettre à des animaux d'exprimer leur agressivité « naturelle », ce qui ne va pas être sans conséquences pour l'économie des élevages. Alors, demandent certains éleveurs, il faudrait introduire dans les programmes de sélection, aux côtés des caractères de production, la possibilité d'obtenir des lignées d'animaux peu agressifs. Cela veut-il dire que nous allons sélectionner des animaux porteurs de gènes de non agressivité, sachant que par ailleurs, les gènes concernés sont communs aux hommes et aux porcs ? La question éthique n'est pas loin !³

² Voir 9^{ème} Université d'Eté de l'Innovation Rurale, Marciac, 2003 : « *Images, Imaginaires, au cœur des échanges entre agriculture et société* ». <http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/01104-MP9eActesMarciac.pdf>

³ Voir sur ces questions de comportements la Table Ronde de la Fédération Européenne de Zootechnie, 2005, Uppsala (Suède) : « *Conflits ou complémentarités entre valeurs éthiques et finalités économiques. Conséquences pour les éleveurs et les productions animales* » http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1762&var_recherche=Uppsala

Une solution serait de ne plus manger de viande, argumentent des associations activistes... Ce qui ne résout pas la totalité du problème puisqu'on consomme aussi du lait et des œufs, ce qui suppose l'existence d'élevages. A moins de se passer de tout produit d'origine animale pour régler le problème. Mais il faut aussi tenir compte de nos besoins « naturels » qui exigent une alimentation en protéines d'origine animale, selon notre « nature » d'omnivore, même si tuer l'animal pour le manger n'a jamais été simple pour l'homme, qui a mis en place des rituels et des dispositifs sociaux pour apaiser ce geste anxieux⁴.

Un autre exemple : le transport des animaux ! Des règlements régissent désormais ces derniers : durée limitée de transport, nécessité de s'arrêter dans des aires de repos, boisson et alimentation, etc., de manière à limiter les stress. Cela dit, des travaux de recherche ont été conduits en Allemagne à la demande des organisations de sélectionneurs, lesquels exportent de nombreux animaux reproducteurs vers les nouveaux pays de l'Union Européenne en vue de la reconstitution du cheptel. Or les résultats de ces recherches, conduites au Max-Planck Institute, démontreraient que le stress maximum ne provient pas des conditions de transport, mais résulteraient principalement des opérations de descente et de montée des camions⁵.

Autre registre à propos duquel la société et les agriculteurs ne partagent pas les mêmes points de vue à propos de la nature, ce qui peut même se traduire par des conflits : la préservation de la biodiversité. Là aussi, des « icônes » focalisent l'attention de la société – le loup, l'ours... Mais pourquoi ne pas s'intéresser également à l'avifaune, aux biotopes des milieux aquatiques, aux insectes ? Des sujets moins visibles et moins porteurs médiatiquement, certes, mais peut-être plus directement utiles à l'environnement, par exemple les insectes auxiliaires des cultures permettant d'éviter l'usage de pesticides.

Le cas de l'ours a fortement mobilisé les médias et cristallisé l'opposition d'une grande partie des éleveurs, parfois de manière violente. Les Pyrénées sont une montagne relativement peuplée, une montagne active, une montagne technique aussi, et une montagne enfin porteuse d'aspirations pour la société urbaine : le tourisme, la nature, les activités sportives, etc. Dans ces conditions, quelles sont les raisons données au renforcement de la population d'ours dans ce massif, avec l'objectif d'avoir une population viable, susceptible ultérieurement de se maintenir sans nécessiter des apports extérieurs d'animaux ?

* La raison première, de nature administrative, est qu'il faut se conformer à la Directive Européenne que la France s'est engagée à respecter. Mais il faut s'intéresser au fond pour respecter la forme.

* Il s'agit d'abord de contribuer à la préservation d'une espèce... Mais, disent certains, l'ours n'est pas menacé, il y en a suffisamment ailleurs, dans des montagnes moins peuplées. En revanche, pour les défenseurs de cette réintroduction, il est normal de sécuriser l'ensemble de l'espèce en lui assurant sa viabilité sur plusieurs sites. Chacun doit prendre sa part.

* Ensuite, introduire un animal prédateur dans les écosystèmes montagnards permet d'assurer des fonctions de régulation, par exemple parmi les populations de cervidés qu'il faut chasser pour protéger la forêt de leurs dépradations. Dans quelle mesure cette fonction est-elle vraiment assurée par l'ours ? Cet avantage contrebalance-t-il les inconvénients liés à la

⁴ Voir Colloque de l'OCHA, Paris, 2006 : « *L'homme, le mangeur, l'animal : qui nourrit l'autre ?* »
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1841&var_recherche=OCHA

⁵ Voir la Table Ronde de la Fédération Européenne de Zootechnie, 2004, Bled (Slovénie) : « *L'intégration européenne. Quels atouts et quels risques pour les activités d'élevage et les productions animales* »
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1397&var_recherche=Bled

présence de l'ours ? Combien d'ours faut-il dans un territoire pour bénéficier de cette régulation ?

* Le dernier argument est de nature symbolique et se place au niveau des principes non négociables : Nous avons « besoin » de l'ours, de le savoir présent... Mais quant à le voir, c'est une autre histoire... Les meilleurs spécialistes avouent n'avoir « vu l'homme qui a vu l'ours » que de très rares fois... A moins, comme le réclament certains, de limiter son périmètre à des parcs... de vision.

Les agriculteurs peuvent transformer en atout ce qu'ils perçoivent comme contraintes

Premier point donc, exercer le sens critique, informer, corriger, éclairer. Deuxième point, les agriculteurs pourraient transformer en atouts ce qu'ils perçoivent aujourd'hui comme des contraintes et des incompréhensions. En quelque sorte, renverser les termes. Les tensions ne pourraient-elles pas avoir un caractère positif ? Les éleveurs et les agriculteurs ne sont-ils pas tout particulièrement au cœur du débat sur le vivant, tout simplement parce que leur métier est un métier du vivant ? La première réaction du monde agricole est de se sentir incompris du reste de la société, de fustiger ces citoyens « ignorants », de pointer les contradictions entre ce que ceux-ci disent et ce qu'ils font, de dénoncer les dictats qu'on leur impose, tout particulièrement l'ours. La réalité, c'est que la société n'a pas pris conscience de la rapidité avec laquelle l'agriculture s'est modernisée, elle en reste effectivement à des représentations qui relèvent des images d'Epinal. Comment concilier cette technicité avec le besoin de nature de citoyens qui en sont frustrés ?

La difficulté est réelle. Je propose la piste suivante : les agriculteurs ne pourraient-ils pas argumenter qu'ils sont justement les mieux placés pour répondre aux besoins des citoyens en termes de production de biens communs, dont la traduction n'est pas directement marchande - biodiversité, qualité des milieux, esthétique des paysages – et ce, tout en expliquant ce qu'est leur métier, les raisons de leur technicité... Ils pourraient faire valoir que devant subir les méfaits de l'ours, par exemple, ils sont aussi ceux qui sont le plus en rapport avec lui⁶. Ainsi, ils pourraient élargir leur fonction d'acteur économique à celle de médiateur entre société et nature. Des contrats pourraient engager les agriculteurs dans leurs rapports avec le reste de la société, sous l'égide des collectivités territoriales, reconnaissant les productions et leurs marchés, nommant les bonnes pratiques, identifiant ce que les habitants attendent pour leur cadre de vie. Un métier complet et enrichi !

Mais ceci ne se fera pas sans que s'engage un débat économique ainsi que sur les valeurs des uns et des autres, sans qu'en soient explicitées les références éthiques, philosophiques et religieuses.

Poser la question des rapports entre agriculture, nature et société, c'est aussi s'interroger : quelle agriculture et quels agriculteurs voulons-nous tous ensemble pour demain ?

C'est une question qui interpelle les agriculteurs et la société toute entière qui, questionnant les fonctions de l'agriculture, s'interroge sur elle-même.

⁶ Le Monde, 11 mai 2006 : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1742&var_recherche=Ours